



Les 49 fois où les États-Unis ont utilisé leur pouvoir de veto contre des résolutions de l'ONU concernant Israël

Description

Rien que pour cette dernière année, Washington a mis son veto à quatre résolutions du Conseil de sécurité appelant à un cessez-le-feu à Gaza.

Par MEE, le 20 novembre 2024

Les États-Unis ont mis mercredi dernier leur veto face à un projet de résolution du Conseil de sécurité des Nations unies appelant à un cessez-le-feu à Gaza. Cette décision marque la 49e utilisation des États-Unis de leur pouvoir de veto à l'encontre de projets de résolution du Conseil de sécurité des Nations unies concernant Israël.

Le projet de résolution a été présenté par les dix membres élus du Conseil de sécurité et tous les membres, à l'exception des États-Unis, ont voté en sa faveur.

Ce veto marque plus d'un an de soutien diplomatique des États-Unis à Israël dans sa guerre contre Gaza, qui s'est poursuivie le mois dernier par l'invasion du Liban par Israël.

Toutefois, ce soutien diplomatique de Washington à Israël n'est pas nouveau et se poursuit sur une base bipartite depuis des décennies.

Outre l'aide militaire d'un montant d'environ 3 milliards de dollars qu'ils lui accordent chaque année, les États-Unis sont également le principal allié d'Israël au sein des institutions internationales et ont souvent utilisé leur pouvoir de veto au Conseil de sécurité pour bloquer les mesures diplomatiques visant Israël en raison de leur traitement des Palestiniens.

Premier veto

Selon la Jewish Virtual Library, les États-Unis ont déjà utilisé leur pouvoir de veto 48 fois contre des projets de résolution du Conseil de sécurité concernant Israël depuis qu'ils ont commencé à utiliser en 1970.

La première, la résolution S/10784, exprimait une profonde inquiétude « face à la détérioration de la situation au Moyen-Orient » et visait l'agression israélienne à la frontière libanaise.

Rédigée par la Guinée, l'ancien pays de la Yougoslavie et la Somalie, les États-Unis ont été les seuls à s'opposer à la résolution. Le Panama s'est abstenu.

Plusieurs résolutions similaires ont également fait l'objet d'un veto américain au cours des années suivantes. En 1975, année où la guerre civile a éclaté au Liban, la résolution S/11898 demandait à Israël de renoncer immédiatement à toute attaque militaire contre le Liban. Là encore, les États-Unis ont été les seuls à voter contre.

En 1982, année qui a vu certaines des plus féroces attaques israéliennes contre le Liban, l'Espagne a présenté un projet de résolution exigeant qu'Israël retire toutes ses forces militaires immédiatement et sans condition jusqu'aux frontières internationalement reconnues du Liban dans un délai de six heures. Les États-Unis y ont posé leur veto.

Les États-Unis se sont opposés à des résolutions similaires en 1985, 1986 et 1988. La guerre civile libanaise a pris fin en 1990, mais Israël ne s'est pas retiré du sud du pays avant l'an 2000.

Jerusalem

La question du statut définitif de Jérusalem, dont les accords d'Oslo stipulaient qu'elle ne serait discutée qu'à la fin d'un éventuel accord de paix entre Israël et la Palestine, est depuis longtemps la cible du veto américain à l'ONU.

Le projet de résolution S/12022, présenté en 1976, appelait Israël à protéger les lieux saints qui sont sous son occupation.

La résolution se déclare « profondément préoccupée par les mesures prises par les autorités israéliennes qui ont conduit à la grave situation actuelle, y compris les mesures visant à modifier le caractère physique, culturel, démographique et religieux des territoires occupés ».

Les États-Unis ont été le seul pays à voter contre le projet de texte.

En 1982, le Maroc, l'Iran, la Jordanie et l'Ouganda ont présenté un projet de résolution après qu'un soldat israélien ait tiré sur des croyants, tuant au moins deux d'entre eux, dans le complexe de la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem.

Ce projet demandait à la puissance occupante (Israël) d'observer et d'appliquer scrupuleusement les termes de la quatrième Convention de Genève et les principes du droit international concernant l'occupation militaire, et de s'abstenir de toute entrave à l'accomplissement des fonctions établies du Conseil supérieur islamique à Jérusalem.

Se référant au complexe de la mosquée Al-Aqsa dans la vieille ville de Jérusalem, le texte qualifie le site de « l'un des lieux les plus saints de l'humanité ».

Le texte a également décrit le « statut unique de Jérusalem et, en particulier, la nécessité de protéger et de préserver la dimension spirituelle et religieuse des lieux saints de la ville ».

Un autre projet de texte appelant Israël à respecter les lieux saints musulmans a fait l'objet d'un veto américain en 1986.

Palestine

En 1976, les États-Unis se sont opposés à une résolution appelant Israël à se retirer de tous les territoires palestiniens – dans ce cas, le Royaume-Uni, la Suède et l'Italie se sont abstenus.

Le projet de texte présenté par la Tunisie en 1980 soulignait les « droits inaliénables du peuple palestinien ». Les États-Unis ont voté contre et le Royaume-Uni, la France, la Norvège et le Portugal se sont abstenus.

Les résolutions condamnant les colonies israéliennes (considérées comme illégales selon le droit international), n'ont été bloquées en 1983, 1997 et 2011 qu'uniquement par les États-Unis.

En 2004 et 2006, les États-Unis ont refusé d'appeler Israël à mettre fin aux guerres contre Gaza, qui ont tué des centaines de personnes.

Le dernier combat d'Obama

Fin 2016, après l'élection de Donald Trump mais avant qu'il ne prenne ses fonctions, l'administration américaine de l'ancien président Barack Obama s'est abstenue lors d'un vote sur les colonies israéliennes.

C'était la première fois en quarante ans qu'une résolution de l'ONU condamnant Israël n'était adoptée.

Les États-Unis avaient pourtant utilisé leur pouvoir de veto contre un vote similaire en 2011, et c'était la seule fois que l'administration Obama avait exercé ce pouvoir lors de sa présidence.

Évoquant l'absence de progrès visible dans le processus de paix, l'ambassadrice américaine aux Nations unies, Samantha Power, a déclaré : « On ne peut pas la fois défendre l'expansion des colonies israéliennes et défendre une solution viable à deux États qui mettrait fin au conflit. Un choix s'impose entre les colonies et la séparation ».

Le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a déclaré que cette décision était « honteuse » de la part des États-Unis.

Trump attaque lâ??ONU

La prÃ©cÃ©dente administration Trump a inaugurÃ© une nouvelle Ã©re de diplomatie pro-israÃ©lienne Ã lâ??ONU.

En juin 2018, les Ã©tats-Unis se sont retirÃ©s du Conseil des droits de lâ??homme des Nations unies, lâ??accusant dâ??avoir un Ã« parti pris chronique Ã» contre IsraÃ©l.

Lâ??administration Trump a Ã©galement posÃ© son veto Ã plusieurs rÃ©solutions de lâ??ONU concernant IsraÃ©l.

Le 19 dÃ©cembre 2017, les Ã©tats-Unis se sont opposÃ©s Ã un projet de rÃ©solution du Conseil de sÃ©curitÃ© de lâ??ONU qui rejetait la dÃ©cision de Trump de reconnaÃ®tre JÃ©rusalem comme capitale dâ??IsraÃ©l.

Plusieurs mois plus tard, en juin 2018, les Ã©tats-Unis ont posÃ© leur veto face Ã une mesure rÃ©digÃ©e par le KoweÃ®t qui condamnait lâ??usage de la force par IsraÃ©l envers les Palestiniens. Les forces israÃ©liennes avaient tuÃ© des dizaines de manifestants non violents Ã Gaza lors des manifestations de la Marche du retour.

Comme dans de nombreux autres cas, les Ã©tats-Unis ont Ã©tÃ© les seuls Ã sâ??opposer Ã la rÃ©solution.

La guerre dâ??IsraÃ©l contre Gaza

Le 7 octobre 2023, le Hamas et dâ??autres groupes armÃ©s palestiniens de Gaza ont lancÃ© une attaque surprise contre le sud dâ??IsraÃ©l, tuant environ 1,140 personnes et en prenant 240 autres en otage.

IsraÃ©l a rÃ©pondu en guerre totale et a lancÃ© une violente offensive de bombardements aÃ©riens, suivie dâ??une invasion terrestre de Gaza. Ã ce jour, les forces israÃ©liennes ont tuÃ© plus de 44,000 Palestiniens, selon le bilan officiel communiquÃ© par le ministÃ©re palestinien de la santÃ©.

Toutefois, dâ??autres estimations prudentes estiment que le nombre de morts est beaucoup plus Ã©levÃ©. Une Ã©tude publiÃ©e dans la revue Lancet estime que le nombre de morts pourrait dÃ©passer les 186,000 personnes.

Depuis le dÃ©but de la guerre, les membres du Conseil de sÃ©curitÃ© ont tentÃ© dâ??introduire des rÃ©solutions appelant Ã un cessez-le-feu et Ã la fin des combats Ã Gaza.

Cependant, ces efforts ont Ã©tÃ© bloquÃ©s Ã de nombreuses reprises par les Ã©tats-Unis. Depuis le dÃ©but de la guerre, Washington a bloquÃ© quatre rÃ©solutions diffÃ©rentes appelant au cessez-le-feu.

En outre, les Ã©tats-Unis ont bloquÃ© une rÃ©solution visant Ã reconnaÃ®tre la Palestine comme membre Ã part entiÃ©re des Nations unies.

De nombreux dirigeants mondiaux ont dénoncé les efforts déployés par les  tats-Unis pour bloquer un appel au cessez-le-feu au sein de lâ?administration internationale, et les alliés occidentaux de Washington ont également exprimé leur regret face à la non-adoption de ces mesures.

Source: [The Middle East Eye](#)

Traduction: SP pour lâ?Agence Média Palestine

date créée
2024/11/25